

Dissertation : La violence économique

En droit italien comme en droit suisse on admet la lésion qualifiée. Celle-ci, se définit comme un déséquilibre grave du contrat résultant de l'adoption d'un comportement immoral par l'un des cocontractants.

En droit français, en raison de la conception volontariste du contrat, on rattache l'abus de dépendance économique au concept à la violence. Ainsi, on parle de violence économique et la jurisprudence admet que le consentement de l'un des cocontractants puisse être vicié de violence dès lors que l'autre partie au contrat a exploité abusivement de la situation de dépendance de la première afin de tirer profit de la crainte d'un mal menaçant directement les intérêts légitimes de cette personne.

Plusieurs questions de droit se posent autour de ce même thème, tout d'abord la notion de violence économique est assez difficile à définir car il est délicat de fixer la limite entre l'exploitation normale de la dépendance économique de son cocontractant et l'abus de cette dépendance. Il est alors difficile de dire à partir de quand la personne fait simplement varier ses avantages en fonction de l'offre et de la demande, et à partir de quand il faut considérer qu'il y a exploitation abusive et donc violence économique viciant le consentement de la partie faible.

Dans une première partie il semble important de cerner la notion de violence économique (I), puis dans une deuxième partie il sera indispensable d'analyser les conséquences de la nullité du contrat pour violence économique viciant le consentement. (II)

I/ La notion de violence économique

La violence économique est une notion d'origine jurisprudentielle. L'avant projet Catala a lui aussi essayé de définir cette notion. (A) Au vu de la définition donnée par le droit positif, il semble difficile de déterminer à partir de quand l'inégalité de puissance économique entre les parties devient une exploitation abusive pouvant vicier le consentement de violence (B)

A/ Définition de la violence économique

Par un arrêt du 3 avril 2002, la première chambre civile de la Cour de cassation a posé le principe selon lequel « l'exploitation abusive d'une situation de dépendance économique faite pour tirer profit de la crainte d'un mal menaçant directement les intérêts de la personne peut vicier de violence le consentement de l'acte juridique. » La Cour de cassation ajoute dans ce même arrêt qu'il faut que la personne forte économiquement ait menacé la personne économiquement faible.

En l'espèce, une salariée avait cédé ses droits d'auteur sur un ouvrage au profit de son employeur.

Ayant été licenciée 12 ans plus tard, elle voulait faire annuler le contrat de cession au motif que son consentement avait été vicié de violence. En effet, cette salariée voulait montrer qu'elle était en situation de dépendance économique par rapport à son employeur et que connaissant le plan de licenciements organisé par l'employeur à l'époque de la cession, elle n'avait pas été libre de refuser.

La cour d'Appel ayant rendu un arrêt favorable à cette salariée la Cour de cassation s'est vue contrainte de casser cet arrêt au motif que la cour d'Appel n'avait pas recherché à savoir ni si cette salariée était ou non concernée par le plan de licenciement et ni si l'employeur avait exploité cette circonstance pour la convaincre.

Ainsi pour que la violence économique soit une cause de nullité du contrat, il faut que l'un des cocontractants soit en situation de dépendance économique, que l'autre cocontractant ait eu connaissance de cette situation et l'ait exploitée abusivement.

Le problème se pose alors de savoir à partir de quand il y a exploitation abusive de la dépendance économique ou tout simplement exploitation normale.

B/ Difficulté d'établir la limite entre un contrat réalisé à l'avantage de l'une des parties et exploitation abusive d'une situation de dépendance économique

Ce qui différencie la violence économique de la lésion, c'est qu'en plus de l'avantage excessif de l'une des parties, il faut que son comportement soit fautif. C'est alors le comportement abusif qui est sanctionné plus que le déséquilibre du contrat.

On peut observer que si la Cour de cassation avait admis qu'il puisse y avoir violence économique du seul fait qu'il existe un lien de subordination entre le salarié et l'employeur, ou du seul fait de la nécessité économique d'une partie, alors plus aucun contrat ne pourrait être conclu entre une partie faible et une partie forte économiquement. De façon caricaturale on pourrait dire qu'il ne pourrait plus y avoir de contrat entre personnes pauvres et par exemple un vendeur de fruits et légumes pratiquant des prix supérieurs à la valeur moyenne du marché, il ne serait plus possible d'augmenter les loyers, les personnes habitant les biens loués se trouvant en situation de dépendance économique ; il ne pourrait plus y avoir de contrats portant sur le droit d'exploitation dans le cadre d'un contrat de travail....ceux ci encourant la nullité pour cause de violence économique.

Heureusement, la Cour de cassation a bien su différencier la simple lésion qui en droit français n'est cause de nullité ou de rescision que dans certains cas, de la réelle violence se caractérisant par un comportement abusif qu'il faut sanctionner. Toute la difficulté étant de savoir quand il y a exploitation abusive et quand il y a une exploitation normale, ce sera sans doute l'excès de l'avantage accordé par la partie faible qui permettra de caractériser l'abus.

Ainsi, en ce qui concerne l'arrêt du 3 avril 2002, on peut remarquer que la salariée avait cédé des droits d'auteurs, on suppose que si elle n'a pas invoqué la lésion qui est admise pour les cas de droits d'auteurs c'est parce qu'elle avait été lésée de moins de 7/12ème, en conséquence il n'était pas possible pour les juges du fond de caractériser l'abus. On peut penser que si cette salariée avait été lésée de façon plus importante, les juges du fond auraient pu caractériser l'abus et annuler le contrat pour cause de violence économique.

II/ Les difficultés liées à la nullité du contrat pour vice du consentement par violence économique.

Le problème est alors de savoir quelle valeur juridique revêt le contrat s'il peut être annulé dès lors que l'une des parties a consenti des avantages excessifs à l'une des parties.(A') On peut aussi se demander si quelque part admettre que le consentement puisse être vicié par violence économique en fixant comme preuve de l'abus de position forte l'avantage excessif consenti par l'une des parties ne revient pas à admettre tout simplement que la lésion puisse être sanctionnée.(B')

A/ Instabilité juridique et économique

En droit français la rescision pour lésion n'est admise que pour certains contrats très particuliers. Il s'agit des ventes d'engrais, des cessions de droits d'auteur, des ventes de produits agricoles et produits de la pêche. Ainsi, la règle est que la lésion n'est point admise, mais, il existe quelques exceptions.

Il faut rappeler que lorsqu'il y a vice du consentement, la seule sanction envisageable est la nullité du contrat. A l'inverse, lorsqu'il y a rescision pour lésion, la partie ayant obtenu un avantage disproportionné a le choix entre verser le supplément de prix correspondant au juste prix ou bien, la nullité sera prononcée.

On peut alors se demander si admettre que la violence économique puisse vicier le consentement et donc entraîner la nullité de la convention ne revient pas simplement à admettre la lésion sans que pour autant la partie ayant eu un avantage disproportionné n'ait le choix de la sanction.

En d'autres termes le droit français refuse d'admettre la lésion parce qu'elle est trop dangereuse pour la stabilité juridique mais admet que la violence économique puisse vicier le consentement alors même que la seule sanction du vice consentement est la nullité du contrat. On peut alors se demander dans quelle mesure la violence économique garantit mieux la stabilité des contrats que la lésion.

B/ Nécessité d'évoluer vers la lésion caractérisée.

Dans la plupart des pays voisins, la lésion qualifiée se définit comme un déséquilibre grave du contrat résultant de l'adoption d'un comportement immoral de l'un des cocontractants.

Dans la mesure où lorsque la lésion est admise la personne ayant eu un avantage excessif a le choix entre payer un supplément rendant le contrat équilibré ou accepter la rescision du contrat, on peut penser que l'admission de la lésion est plus favorable à la sécurité juridique que la violence économique.

De plus, admettre la lésion caractérisée permettrait aux tribunaux d'uniformiser leur jurisprudence. En effet, en cas de violence économique, on apporte la preuve de l'abus par la démonstration du déséquilibre excessif du contrat, or, les juges apprécient seuls la notion d'excès alors que lorsque l'on parle de lésion, des seuils sont fixés par les textes de loi ; cela permet donc d'uniformiser les solutions d'un tribunal à l'autre ; et, cela permet aux parties de

distinguer les bonnes affaires non sanctionnée par le droit des trop bonnes affaires pouvant être sanctionnées.

Introduire la lésion caractérisée en droit français permettrait également d'abandonner le critère de la dépendance économique qui est forcément admis dans la plupart des contrats puisque les agents économiques sont presque tous interdépendants, le locataire dépend du bailleur, le salarié de son employeur....

L'admission de la lésion caractérisée permettrait donc d'établir des critères beaucoup plus objectifs et aurait les mêmes atouts que l'admission de la violence économique avec en plus une certaine sécurité juridique pour les contractants puisque le cocontractant ayant eu un avantage excessif pourrait décider de maintenir le contrat en payant à l'autre la différence entre le prix raisonnable et le prix payé.